



## **En vertu de sa fonction, le plus haut soldat de l'Armée suisse ne doit pas mâcher ses mots.**

Newsletter VSWW mai 2024 : Dr. Christoph Grossmann, Colonel EMG ; Eric Steinhauser, Br ; Jakob Baumann, Div

### **Introduction**

Le débat actuel sur l'Armée et son chef n'est pas surprenant, il est même symptomatique. En période de défis croissants en matière de politique de sécurité, la discussion sur l'orientation à suivre s'intensifie et, ce, d'autant plus, lorsque des ressources supplémentaires, et surtout des décisions d'adaptation des budgets à long terme, y sont liées.

Les cycles de développement de la politique de sécurité dépassent la politique quotidienne et la durée d'une législature ; l'influence politique, les adaptations budgétaires vers le haut ou vers le bas ne déploient leurs effets qu'après des années. L'histoire démontre également que cela conduit souvent à ce que les instruments de sécurité - les Armées - ne soient pas prêts au moment attendu, c'est-à-dire qu'ils ne soient pas formés et pas ou mal équipés, ou qu'ils reposent sur une doctrine non adaptée.

Au niveau de la Confédération, l'Armée est la plus grande organisation avec des tâches régulières et, confrontée, en cas d'urgence, à des exigences croissantes. En même temps, le développement technologique est soutenu et le cadre politique global ainsi que son interprétation politique sont moins stables et moins évidents qu'auparavant. En outre, le combat autour de personnel qualifié et des finances ne cesse de s'intensifier.

Il est donc évident qu'il faut un chef de l'Armée qui expose clairement, de manière compréhensible et avec ténacité les besoins et les nécessités vis-à-vis des instances politiques, mais qui, en même temps, revendique la souveraineté d'interprétation à l'intérieur de l'Armée afin d'éviter des dispersions désagréables de demandes individuelles et des contradictions au sein de sa propre organisation - en bref, il faudrait qu'il soit plus « CEO » que « président du Parlement ». Il en résulte le rôle de présenter les nécessités du point de vue de l'Armée avec un langage clair et de mener également des débats avec des demandes claires, compréhensibles et bien fondées, et de garder patience lorsque les offices, les parlementaires, les médias, les partis et les groupes d'intérêts argumentent sous le coup de l'émotion et, de temps à autre, avec des connaissances factuelles terriblement insuffisantes. C'est pourquoi le rôle du CdA a été décrit jadis avec humour comme celui d'un « enseignant dans le primaire en matière militaire pour les parlementaires ».

### **La fonction du „Chef de l'Armée“**

Un observateur de longue date de la politique de sécurité a dit un jour en substance qu'il y avait au moins six Armées en même temps en Suisse:

1. celle qui est dépassée et toujours présente dans la tête des anciens officiers,
2. celle qui existe actuellement,
3. celle dont on aurait besoin actuellement,
4. celle que les planificateurs considèrent comme réalisable et qu'ils espèrent pouvoir financer,
5. celle de l'industrie globale de l'armement, et
6. celle qui intéresse actuellement les autorités politiques.

Trop de cuisiniers gâtent la sauce. La fonction de chef de l'Armée (CdA) a été créée parce que l'ancien régime n'avancait pas et qu'un large ancrage politique des discussions conceptuelles des valeurs ne devait pas moins rester au premier plan. Il s'agissait plutôt de mettre en avant l'idée d'une organisation de prestations de services pouvant être engagée à large échelle et dotée de capacités militaires efficaces et efficaces, dont la direction serait ni un parlement, ni un rectorat, mais une organisation agissant avec succès, proche des marchés / crises, des clients / du peuple et des



autorités et des collaborateurs / des soldats et de l'administration, et qui dirige une société de prestations de services performante : l'Armée Suisse.

Plus les crises et les conflits sont complexes et échelonnés, plus les formations nécessaires doivent être précises. L'Armée doit pouvoir prendre des décisions et être engagée de manière flexible et rapide, et ceci même sans l'élection d'un commandant en chef.

Lorsqu'il n'y a pas de concurrence entre les fournisseurs ou clients et qu'aucune menace directe et actuelle ne nécessite des capacités de gestion de crise fortement orientées vers l'action, il est particulièrement important que la confrontation entre les aspects opérationnels et stratégiques, par exemple le développement ou la disponibilité générale de l'Armée, se fasse avec soin au niveau normatif. En d'autres termes, avec des processus de prise de décision bien réglés sur le plan politique, basés sur une réglementation claire des compétences et avec un effort sincère des participants pour une compréhension adéquate de la gestion des risques sur le long terme.

Le chef de l'Armée est tenu de rappeler à l'ordre l'Armée et l'accomplissement de sa mission constitutionnelle. Face à la guerre menée cette année par la Russie contre l'Ukraine, le commandant de corps Süssli a exposé, à juste titre, en termes précis, la nécessité d'agir pour développer la capacité de défense de l'Armée et a réclamé le financement nécessaire, après que les autorités fédérales aient fait preuve de peu de cohérence dans leurs prises de décision.

### **Finances de l'Armée - Besoin de montée en puissance - pourquoi ne pas la différer - Réflexion à plus long terme**

La question « Quelle Armée à quel prix ? » est toujours valable de manière intemporelle, non seulement pour les finances, mais aussi pour l'engagement des conscrits, pour la modernisation technologique et pour les dépendances sur les marchés modernes de l'armement. Il serait grand temps que les projets parlementaires fassent état, de manière beaucoup plus détaillée, des inconvénients et dommages possibles si certaines omissions sont faites.

En décembre 2023, l'Assemblée fédérale a retardé d'une seule voix, jusqu'en 2035, la demande initiale d'augmenter le budget de l'Armée à 1% du PIB d'ici 2030. De plus, le Parlement s'est prononcé contre une croissance linéaire des dépenses, en la ralentissant durant les premières années, de 2024 à 2027. Par rapport au budget 2023, cette décision réduit les disponibles de l'Armée de 11,7 milliards de francs et ce, jusqu'en 2035. Cette décision a de multiples conséquences sur le renforcement de la capacité de défense exigé par le Parlement (postulat 23.300 de la CPS-E).

Avec le livre noir « Renforcer la capacité de défense », l'Armée a clairement démontré comment et avec quelles mesures, en tenant compte des moyens financiers limités, une première étape d'augmentation de la capacité de défense peut être atteinte d'ici 2030. Elle a un projet clair, même si des voix critiques à l'égard de l'Armée refusent catégoriquement de l'admettre. Avec le déplacement des priorités du Parlement, la population suisse doit faire face aux éléments suivants :

- En raison du retard d'un montant de 13 milliards de francs dans le financement des premiers investissements nécessaires, cette première étape de la mise en place des capacités ne sera atteinte qu'en début des années 2040. L'un des pays les plus riches n'atteindra donc que dans 16 ans une petite partie de ces capacités qui, il faut le souligner, ne représentent pas encore une capacité de défense complète, mais seulement une première étape vers son maintien et son renforcement.
- Dans la situation actuelle de la sécurité européenne, on part du principe qu'au début des années 30, la Russie sera en mesure de défier l'OTAN ou d'autres pays européens. Au milieu de l'Europe, quelle contribution la Suisse entend-elle apporter à la sauvegarde de nos valeurs occidentales ?

Même si les moyens financiers de la Confédération sont limités en raison d'un déficit financier structurel - le financement de l'Armée ne peut et ne doit pas être retardé. La garantie de notre prospérité et de notre population se perçoit aussi à travers la capacité de se défendre. De plus, la politique et l'Armée le doivent aux conscrits. Est-il juste de convoquer nos soldats avec un matériel obsolète et un équipement insuffisant pour défendre notre pays en cas d'urgence ? Et même en



situation normale, cela n'est pas compatible avec l'engagement considérable en temps des conscrits, étant donné qu'ils manquent à l'économie durant cette période.

Avec ses rapports et ses concepts, l'Armée a clairement démontré comment la capacité de défense pourrait être atteinte à l'avenir. Elle dispose d'un plan. L'Armée tient également compte des progrès technologiques et des moyens financiers limités en ne s'équipant que partiellement avec des moyens modernes. Tous les faits sont bien connus : la nécessité de réagir à l'évolution de la situation en matière de sécurité en développant les capacités de l'Armée a été exposée dans les rapports sur la politique de sécurité. Avec le livre noir, l'Armée illustre comment, par quelles étapes et avec quelles priorités cette montée en puissance est planifiée et combien cela coûtera actuellement.

### **Appréciation globale**

Sur le plan normatif, la devise reste « plus jamais de guerre », sur le plan stratégique, le but est d'avoir « un effet dissuasif grâce à la neutralité et à la préparation à la défense », sur le plan opérationnel et tactique, il s'agit de « gagner ». Nous demandons en particulier aux parlementaires et aux journalistes d'insister sur les faits, de s'opposer aux déformations et d'apporter une contribution sérieuse à la défense du pays et de la population. Les exemples les plus récents, comme le non-remplacement des bras de tension défectueux de l'obusier blindé ou le défaut de l'arbre de transmission du char de grenadiers M113, qui entraîne une mise hors service de plusieurs mois, sont tout simplement inacceptables et symbolisent bien plus que des problèmes financiers. A l'inverse, le fait que l'avenir reste incertain fait partie de la gestion des risques et de la prévoyance. C'est pourquoi, il est beaucoup plus cohérent de décider d'exigences minimales qualitatives et quantitatives et de clarifier en même temps comment compenser ultérieurement un minimum fixé trop bas. Le « savoir » et le « savoir-faire » doivent être complétés par le « vouloir » et définis par des quantités.

Sur ces sujets, il est, non seulement, important que l'administration militaire ne se perde pas dans une certaine inoffensivité anticipant les compromis habituels dans les débats parlementaires, et qu'elle soit à la hauteur de l'exigence supérieure, qui n'est pas simple. Mais encore, que le chef de l'Armée soit accepté, soutenu, entendu et compris dans sa tâche et son rôle. Nous attendons que la modernisation et l'extension des capacités de l'Armée Suisse se fassent de manière réfléchie et ne soient pas le résultat d'excitations à court terme ; les nouvelles technologies militaires et leur intégration organisationnelle joueront un rôle clé à cet égard.

Il est du devoir et de la responsabilité du chef de l'Armée - et pour cela il mérite d'être soutenu - d'attirer l'attention des politiques et du peuple sur les conséquences d'un retard dans la mise à disposition des moyens financiers concernant l'état de préparation à la défense. Les commissions de politique de sécurité du Conseil national et du Conseil des États en sont régulièrement informées par le commandement de l'Armée. Mais c'est aussi la tâche de l'Armée, et donc du CdA, de montrer à la population, et donc aux conscrits, comment l'Armée Suisse peut ou ne peut pas réagir face à l'augmentation des menaces. Le fait que des parlementaires reprochent au commandant de corps Süssli de ne pas avoir suffisamment informé les commissions, qu'ils se cachent derrière des notions telles que les lacunes de financement ou qu'ils soient même d'avis que le plus haut soldat de l'Armée n'a pas le droit de s'exprimer clairement, est plus qu'une preuve d'indigence au vu de l'évolution de la situation géopolitique européenne et mondiale.

Le report ou le retardement des moyens nécessaires, comme l'a décidé le Parlement en décembre 2023, doit être revu. La situation géopolitique du monde et de l'Europe en particulier modifie la manière de penser la sécurité. La Suisse, qui fait partie de l'Europe et qui est le pays le plus riche, devrait financer de manière exemplaire sa défense - exemplaire signifiant ici de donner la priorité aux dépenses de l'État dans le cadre du budget ordinaire - et contribuer ainsi à la sécurité internationale.

*Pour d'éventuels besoins de précisions, merci de vous référer à la version allemande qui fait foi.*



## **Verein Sicherheitspolitik und Wehrwissenschaft VSWW**

### **Nos objectifs**

L'association Verein Sicherheitspolitik und Wehrwissenschaft et ses membres entendent

- réaffirmer que la Suisse doit rester à l'avenir un espace suffisamment protégé sur le plan militaire;
- expliquer qu'une contribution suisse efficace à la stabilisation de l'environnement européen nécessite en premier lieu une politique de sécurité suisse crédible, calculable et complète;
- mettre en relief le fait que, pour pouvoir continuer d'exister avec succès, la Suisse doit rester stable sur le plan de la politique de sécurité non seulement en tant qu'Etat, mais aussi en tant que pôle économique, scientifique, industriel et financier;
- exposer qu'une Suisse sûre a besoin de moyens adéquats pour sa politique de sécurité;
- montrer ce qu'il faut comme capacités, formation, équipement et organisation pour une Armée efficace et crédible dans un système intégral de défense;
- œuvrer pour que les futures réformes de l'Armée de milice et de sa doctrine d'engagement répondent à ces postulats.

### **Nos prestations**

L'association et ses membres poursuivent ces objectifs depuis 1956 par un travail d'information sous forme d'études, de contributions spécialisées, de publicité et de prises de position (voir [www.vsww.ch](http://www.vsww.ch)), de conférences, d'entretiens et de contributions aux discussions.

Elle a ainsi beaucoup aidé

- à combattre les initiatives populaires et les référendums dirigés contre une politique de sécurité suisse moderne et
- à fournir des contributions d'experts sur une nouvelle politique de sécurité et une Armée formée et équipée de façon crédible.

### ***Notre vision d'avenir***

Avec notre travail, nous voulons contribuer

- à ce que la création d'un large consensus interne dans le domaine de l'affirmation de soi militaire en Suisse réussisse et
- à ce que l'intégration sociale, économique et politique de notre Armée de milice reste intacte, y compris à l'avenir.

### **Notre financement**

Nous nous finançons par les cotisations de membres, des contributions de mécènes, des dons ainsi que des legs.

### **Vous pouvez nous joindre à l'adresse suivante :**

Verein Sicherheitspolitik und Wehrwissenschaft, Inneco AG, Sarah Baumann,

Mühlebachstr. 25, 8008 Zurich

Internet : [www.vsww.ch](http://www.vsww.ch)

Courrier électronique : [sarah.baumann@inneco.ch](mailto:sarah.baumann@inneco.ch)

Compte du Credit Suisse : CH36 0483 5046 8809 0100 0

Un grand merci pour votre soutien !